

absorber ces pertes. En d'autres mots, il n'y a rien là! Quel soulagement pour ces employés mis à pied!

Le ministre a-t-il le cran, le culot de se lever à nouveau et de dire à nouveau, ici à la Chambre, à ces travailleurs et travailleuses: Il n'y a rien là?

M. Bouchard (Roberval): Monsieur le Président, non seulement ai-je le culot de me lever à nouveau, mais je pourrais être désagréable envers ma collègue et lui dire: Je ne comprends pas. Je ne comprends pas qu'elle n'ait pas au moins regardé ou vérifié avec les chiffres que j'ai donnés il y a deux heures. Le Québec, monsieur le Président, perdra 994 emplois dont 912 à Montréal, non pas ce que disent les chiffres que ma collègue a donnés. Alors, avant d'attaquer des chiffres qui sont faux. . . Pourtant, j'ai répété à maintes reprises. . . Attendez les vrais documents! Que vous ayez de faux chiffres, avec des documents en fuite, on le comprend, mais vous avez les vrais documents, et c'est encore de fausses informations.

Je vous demande, encore une fois, de vérifier vos chiffres et de bien comprendre que les conventions collectives gérant ces employés sont les meilleures au Canada, et nous dépenserons 140 millions de dollars afin de permettre à ces employés de profiter, monsieur le Président, des avantages des conventions qu'ils ont signées.

Mme Shirley Maheu (Saint-Laurent—Cartierville): Encore une fois, monsieur le Président, le gouvernement conservateur vient d'abandonner toute la région de Montréal. Plus de 900 emplois directs, je dis bien «plus de», et des milliers d'autres indirects, disparaissent. Que compte faire le premier ministre afin de venir en aide à toute la région de Montréal déjà défavorisée, et plus particulièrement aux familles touchées par cette décision?

M. Bouchard (Roberval): Monsieur le Président, le gouvernement dont je fais partie a fait pour le Québec et pour Montréal ce que le gouvernement précédent n'a pas fait. Monsieur le Président, je le répète encore une fois, les interventions du gouvernement conservateur à Montréal se sont faites de façon multipliée et vont continuer à se faire. Mais, encore une fois, quand des décisions difficiles sont à prendre et que des décisions concernent à ce moment-ci Montréal et, à d'autres moments, d'autres régions du pays, monsieur le Président, nous prenons les décisions en fonction de l'intérêt du pays dans une perspective nationale comme celle que nous avons considérée dans les décisions que nous avons prises aujourd'hui.

Questions orales

PRÉSENCE A LA TRIBUNE

M. le Président: Il me fait plaisir de signaler la présence dans la tribune de M. Charles-Ferdinand Nothomb, Président de la Chambre des représentants, et de M. Edward J. Leemans, sénateur et Président honoraire du Sénat, accompagnés d'une délégation de parlementaires belges.

Des voix: Bravo!

* * *

[Traduction]

VIA RAIL

M. Iain Angus (Thunder Bay—Atikokan): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Transports.

Au début de la journée, il a indiqué dans sa conférence de presse qu'il encourage toute proposition visant à racheter et à exploiter un service ferroviaire pour voyageurs. En fait, d'après une histoire transmise par téléscripteur, l'organisateur de voyages Sam Blyth a déclaré aujourd'hui que le ministre des Transport Bouchard et le président de VIA Rail Ron Lawless lui avaient donné la permission de mettre sur pied un service continental de luxe de Toronto à Vancouver à partir de juin prochain. Les billets seront mis en vente le 14 octobre au prix de 2 49\$ par personne. Tous ceux qui veulent acheter une part du rêve national n'ont qu'à se mettre en rapport avec Ron Lawless.

Comment le ministre peut-il garantir le maintien d'un service ferroviaire national pour voyageurs s'il le vend littéralement morceau par morceau?

L'hon. Benoît Bouchard (ministre des Transports): Monsieur le Président, l'information fournie par le député est absolument fausse.

M. Angus: Monsieur le Président, il voudrait peut-être s'entretenir avec Sam Blyth qui a publié un communiqué de presse qui est passé aujourd'hui à l'émission *Midday*.

J'ai une question supplémentaire pour le ministre des Transports. Il est intéressant de remarquer qu'en ce qui concerne les services transcontinentaux, le ministre des Transports a annoncé que le Canadien, qui utilise les lignes du Canadien Pacifique, sera complètement supprimé, alors que le Super Continental qui utilise les lignes du CN, dont l'exploitation d'après ses propres documents revient plus cher à VIA, va être conservé.

Le ministre pourrait-il dire à la Chambre si ce choix de lignes, la préférence accordée au CN par rapport au CP, est fondé sur les besoins du public voyageur ou sur ceux